

# **PARTI ALGÉRIEN POUR LA DÉMOCRATIE ET LE SOCIALISME**

## **SOLIDARITÉ AVEC LA CLASSE OUVRIÈRE FRANÇAISE DANS SON COMBAT CONTRE L'OPPRESSION CAPITALISTE ET L'OFFENSIVE RÉGRESSIVE DE LA BOURGEOISIE**

### **Déclaration-analyse**

Les travailleurs algériens sont naturellement solidaires de la lutte que mènent leurs camarades français depuis plus de deux mois. Ils suivent de près les actions, grèves, manifestations, occupation des lieux de travail et blocage des centres de distribution des carburants, organisés pour mettre en échec l'offensive de la bourgeoisie contre les conquêtes sociales et juridiques que des décennies de combats politiques et économiques avaient réussi à inscrire dans le Code du Travail.

Ces changements ont pour but d'instaurer la précarité générale, d'éliminer les droits fondamentaux des travailleurs, de faire sauter dans les faits le concept même de loi sociale dont le respect est obligatoire pour tous les patrons sans exception, d'émettre la résistance ouvrière collective et unie, de casser les structures et les liens organisationnels de solidarité au niveau des branches et au niveau national, d'isoler le travailleur dans un tête-à-tête individuel avec le patron qui pourra lui imposer un pseudo-contrat de travail camouflant un régime d'esclavage salarial qualifié de "moderne" par les réformateurs de droite ou du PS.

Pour faire passer son texte, le gouvernement français dirigé par la sociale-démocratie a opéré un coup de force en employant l'article 49-3, héritage de la Constitution imposée en 1958 par de Gaulle pour servir les intérêts des groupes capitalistes monopolistes, une Constitution jamais remise en cause ni sous Mitterrand, en violation du Programme de l'Union de la gauche qui l'avait porté au pouvoir en 1981, ni sous celui de Hollande. Cet article qui autorise un gouvernement à passer outre le parlement lui a permis de faire adopter une loi rejetée par près de 70% des Français. La sociale-démocratie française, "gérant loyal" de la bourgeoisie suivant l'expression de Léon Blum, l'un de ses chefs au moment du Front Populaire en 1936, n'est plus à un coup fourré près. On ne compte plus ses tromperies et ses félonies, que ce soit dans ses rapports avec les travailleurs de son pays, notamment à l'époque de la dite "Union de la Gauche", ou avec les autres peuples comme ce fut le cas dans la répression barbare de la lutte de libération du peuple algérien. Ces grèves massives ont dévoilé les magouilles politiques méprisables de ses dirigeants qui font de la classe ouvrière leur ennemi alors qu'ils avaient prétendu au début de leur campagne électorale de 2012 que cet ennemi était la "Finance".

Les mouvements admirables de la classe ouvrière expriment un ras-le-bol général contre l'offensive menée de façon ininterrompue par la bourgeoisie depuis des années sous des gouvernements de droite ou des gouvernements "socialistes". Encouragés par les succès du coup de force réalisé en 2010 par la droite sous Sarkozy contre le régime des retraites, les socialistes cherchent à montrer que dans la défense des intérêts de la bourgeoisie monopoliste ils peuvent faire mieux que la droite. Eux aussi veulent aller encore plus loin et de façon plus "déterminée" dans l'application d'une politique de régression sociale assurant de hauts taux de profits aux exploiters capitalistes, le renforcement du poids économique de l'impérialisme français et des positions plus favorables dans la concurrence inter-impérialiste à l'échelle mondiale pour résoudre la crise insurmontable de la sur-accumulation des capitaux. Par là même, la sociale-démocratie en France, comme dans le reste du monde, jette ouvertement le masque de force de "gauche" soi-disant à l'écoute des aspirations des travailleurs au mieux-être. Depuis la victoire de la contre-révolution en URSS et l'affaiblissement des partis communistes et des syndicats de classe, les partis "socialistes" ne se sentent plus contraints par la pression du mouvement prolétarien révolutionnaire mondial de revendiquer des mesures de réformes sociales apportant des avantages aux travailleurs. A l'aide de concessions destinées à sauver le capitalisme d'une tempête révolutionnaire, ils ont toujours confiné les luttes ouvrières dans des actions économiques coupées de toute perspective de renversement de l'ordre de la bourgeoisie. Aujourd'hui, ils se font les défenseurs les plus zélés des exigences de la bourgeoisie dans le démantèlement des conquêtes sociales de la classe ouvrière. Les trahisons de la

social-démocratie française ne constituent pas une exception. Partout dans le monde et quelles que soient leurs appellations, les partis sociaux-démocrates, de par leur nature de classe, font des promesses mensongères aux travailleurs lors des campagnes électorales. Sitôt arrivés au pouvoir ils se rangent du côté des capitalistes.

La politique anti-ouvrière des dirigeants de la sociale-démocratie, favorise comme dans le passé les discours démagogiques des éléments et des partis les plus réactionnaires du capital. Ils n'ont pas pris position contre le contenu de la Loi Travail, reprochant seulement et de façon tactique à ses promoteurs socialistes d'obéir à l'UE et mettant les causes du chômage sur la présence de travailleurs étrangers et des "migrants". L'expérience du passé rappelle à tous les dangers que représente pour les classes ouvrières et les couches populaires la menace fasciste drapée de nos jours sous le manteau démocratique comme l'avait fait Hitler pour accéder au pouvoir. La classe ouvrière dans tous les pays ne doit pas sous-estimer cet aspect de l'évolution de la situation. Ses positions tactiques ne doivent pas remettre en cause sa stratégie anticapitaliste et son combat contre l'opportunisme sous toutes ses formes, notamment celles qui accordent une place principale à la lutte parlementaire et mettent le mouvement ouvrier révolutionnaire à la remorque des alliés de "gauche" de la sociale-démocratie.

Depuis des décennies, toute la faune politique de droite, de forces dites de « gauche », opportunistes et renégats de tout bord, emploient les vocables fallacieux de « partenaires sociaux » et de "dialogue social" destinés à faire croire à la disparition des antagonismes de classe qui opposent exploités et exploités. Les centrales tombées sous le contrôle des "syndicalistes" opportunistes vendus aux capitalistes ont répandu ce vocabulaire au sein des organisations syndicales pour les transformer en courroie de transmission de la bourgeoisie dans son offensive anti-ouvrière à l'échelle mondiale. Les directions syndicales, en particulier celles affiliées à la Confédération Syndicale Internationale (CSI), ont joué et jouent un rôle négatif dans de nombreux pays. Non seulement elles ont joué le rôle de pompiers pour empêcher les feux des luttes des travailleurs de se transformer en incendie ravageant le régime capitaliste, mais elles ont œuvré au "reformatage" du syndicalisme pour le convertir en auxiliaire des désirs du patronat, poussé par "esprit de responsabilité" à faire accepter par des votes, le pistolet sur la tempe, les licenciements et la flexibilité du travail, ou la recherche de "repreneurs", sous prétexte d'éviter le "pire" et la faillite des entreprises touchées par la concurrence capitaliste. C'est ainsi que le CSI enrobe ses orientations de trahison sous la promesse illusoire d'imposer de façon plus "efficace" le "social" dans la mondialisation. Rappelons que la CSI est le nouveau nom que s'était donné en novembre 2006 la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) pour se faire une nouvelle virginité politique. Elle croit tromper sous ce déguisement les jeunes travailleurs inexpérimentés, tenus dans l'ignorance de l'histoire du mouvement ouvrier international et des opérations de sape menées par l'impérialisme pour le briser de l'intérieur et de l'extérieur. La CISL avait été créée par la CIA après 1945 pour diviser la classe ouvrière à l'échelle mondiale et isoler la Fédération Syndicale Mondiale, organisation internationaliste de classe luttant contre toute oppression d'une classe par une autre et d'une nation par une autre. Ce n'est pas le fait du hasard que la CSI et sa succursale européenne la CSE observent un silence de plomb sur les grèves en France, s'abstenant d'exprimer le moindre sentiment de solidarité avec les syndicats qui en sont pourtant membres, dont la CGT. Celle-ci fait l'objet d'une campagne féroce de dénigrement animée par le gouvernement, le parti "socialiste", les partis de droite et les chiens de garde médiatiques, pour son refus de s'aplatir devant les injonctions des politiciens de la bourgeoisie. Cette campagne vise à étouffer dans l'oeuf le processus de renforcement au sein de la CGT, syndicat au passé de luttes de classe prestigieuses, de la tendance représentée par ses nombreux membres demeurent attachés à une vision de classe ferme. Elle cherche à renforcer les courants conciliateurs avec la bourgeoisie dans les syndicats français.

Ce qui se passe en France, de même que les luttes menées durant de longs mois par la classe ouvrière grecque contre le diktat des monopoles capitalistes et de l'UE, démontre s'il en était besoin que la classe ouvrière est bien vivante, que les capitalistes de tous les pays ont eu tort de jubiler. Le mouvement ouvrier réaffirme sa force et son potentiel de lutte malgré la régression idéologique opérée par de nombreux syndicats qui avaient supprimé de leur programme la lutte contre le système d'exploitation capitaliste, la lutte pour le socialisme. Ces grèves massives, vigoureuses et déterminées de la classe ouvrière française sonnent le glas de tous les pourfendeurs de la lutte des classes. Les faits sont têtus. L'exploitation capitaliste ne peut pas ne pas provoquer la

riposte des travailleurs. Quels que soient les reculs momentanés et les trahisons, les illusions répandues par le réformisme, la croyance que le syndicat peut être plus "efficace" s'il mettait de côté les questions politiques ou s'abstenait de rattacher son but final au socialisme, les travailleurs ne peuvent pas demeurer passifs sous les attaques permanentes contre leur pouvoir d'achat et un minimum de droits sociaux. Ils ne peuvent pas ne pas se poser la question stratégique de la lutte pour l'abolition de l'exploitation capitaliste. Sous les coups de la bourgeoisie après la victoire de la contre-révolution en URSS, les travailleurs ont dû plier l'échine pendant un moment, mais n'ont pas été brisés dans leur combat émancipateur.

Le prolétariat révolutionnaire français a la capacité de jouer un rôle d'avant-garde en renouant avec ses racines historiques qui plongent dans le sang versé par ses martyrs durant les journées de juin 1848, des cent jours de la Commune de Paris violemment réprimée en 1871 par la bourgeoisie, de la lutte contre le fascisme, des journées de mai 1968, etc.

Les communistes algériens appellent naturellement les travailleurs algériens vivant en France à participer activement à tous les combats contre l'offensive anti-travail de la bourgeoisie française. Comme l'ensemble de la classe ouvrière mondiale, les travailleurs algériens suivent de près le combat menés par leurs frères de classe en France en souhaitant que leurs luttes feront échouer les plans de la bourgeoisie française et contribueront à la défaite de l'offensive internationale du Capital contre le prolétariat international. Ils sont solidaires de leurs luttes car ils savent que la bourgeoisie algérienne, étroitement inféodée aux puissances impérialistes et poursuivant les mêmes objectifs de profits élevés que les multinationales, leur réserve le même sort, sinon pire, et que sous prétexte de faire face aux conséquences financières de la chute des recettes pétrolières elle a entrepris de réviser le Code du Travail pour en faire une arme des exploités contre les travailleurs. La bourgeoisie algérienne s'appuie sur la remise en cause des conquêtes sociales arrachées par les travailleurs des autres pays pour justifier en Algérie des mesures qui vont encore plus loin dans la régression. Elle proclame par la voix de ses politiciens qu'il s'agit de "réalités mondiales" dans lesquelles les travailleurs doivent se résigner à s'inscrire. Les travailleurs démontrent que leurs luttes et leurs espoirs en une société débarrassée de toute forme d'exploitation font elles aussi partie de ces "réalités"!

Les travailleurs du complexe de véhicules industriels de Rouiba dans la banlieue d'Alger ont bien compris les enjeux en manifestant en plein Ramadhan contre la révision de l'âge de départ à la retraite. Une défaite des capitalistes français est une défaite de leurs alliés algériens. Une victoire de la classe ouvrière française sera une victoire de la classe ouvrière en Algérie et dans le monde et un stimulant pour des luttes à plus grande échelle. Cependant le mouvement ouvrier algérien renaissant est lui aussi menacé par les mêmes approches opportunistes que celles qui existent ailleurs. Des courants se présentant de "gauche" se disent solidaires de la résistance des travailleurs contre la remise en cause de leurs acquis sociaux mais à aucun moment ils ne dépassent le stade d'un "économisme" préalable à l'élévation du niveau des luttes politiques. Et sous prétexte de la faiblesse du mouvement ouvrier, de la nécessité d'unir le maximum de forces contre les actions des "néo-libéraux" - expression usitée pour éviter de nommer le capitalisme quelle que soit sa politique économique du moment - d'éviter ce qui pourrait nuire à de larges rassemblements démocratiques et anti-impérialistes, ils refusent de mettre en avant la propagande pour le socialisme, le renversement de l'ordre bourgeois comme but de l'étape historique nouvelle ouverte avec la conquête de l'indépendance nationale.

Quand les travailleurs sont unis et solidaires, à l'échelle de chaque pays et à l'échelle mondiale, quand ils ne limitent pas leurs luttes aux seules revendications sociales du moment mais les inscrivent dans le grand combat contre-offensif pour la perspective historique du renversement du capitalisme, de l'instauration de la société socialiste, débarrassée de l'exploitation, ils deviennent une force colossale et invincible.

Vive l'internationalisme prolétarien!

23 juin 2015